

HISTOIRE  
D'ANGLETERRE

À

# HISTOIRE D'ANGLETERRE

Par David Hume

Continuée jusqu'à nos jours

PAR SMOLLETT, ADOLPHUS ET AIKIN

TRADUCTION NGUYEN

Précédée d'un essai sur la vie et les écrits de Hume

PAR M. CAMPENON

De l'Académie française

---

3

BRUXELLES

WOUTERS ET COMPAGNIE, IMPRIMEURS-LIBRAIRES

8, rue d'Assaut

---

1845

À

# HISTOIRE D'ANGLETERRE

---

## HENRI III.

---

### CHAPITRE XIII.

Établissement du gouvernement. — Pacification générale. — Mort du protecteur. — Troubles momentanés. — Hubert de Bourg déplacé. — L'évêque de Winchester fait ministre. — Partialité du roi en faveur des étrangers. — Griefs de la noblesse. — Griefs du clergé. — Le comte de Cornouailles élu roi des Romains. — Mécontentement des barons. — Mountfort créé comte de Leicester. — Règlements d'Oxford. — Usurpations des barons. — Le prince Édouard. — Guerres civiles des barons. — Le roi de France est choisi pour arbitre. — Renouvellement des guerres civiles. — Bataille de Lewes. — Chambre des communes. — Bataille d'Ëvesham, et mort de Leicester. — Établissement du gouvernement. — Mort et caractère du roi. — Divers événements de ce règne.

A mesure que la plupart des sciences s'étendent et se perfectionnent, elles inventent des méthodes qui en facilitent l'intelligence ; et, en employant des théorèmes généraux, elles parviennent à réduire dans un petit nombre de propositions une infinité de conséquences et de conclusions. L'histoire les imite à cet égard ; comme elle est une collection de faits, et que les faits se multiplient sans fin, elle se trouve obligée d'adopter aussi des moyens d'abréviation, pour retenir les principaux événements, et glisser sur les circonstances minutieuses qui n'intéressent que dans le temps où elles se passent, et que les personnes qui se trouvent engagées dans les événements mêmes. Cette vérité ne fut jamais aussi évidente qu'à l'occasion du règne où nous allons entrer. Quel homme aurait la patience de lire ou d'écrire un long détail d'in-

cidents aussi frivoles que ceux dont ce règne est rempli, et de suivre attentivement dans une narration ennuyeuse, qui embrasse le cours de cinquante-six ans, tous les caprices et toutes les faiblesses d'un prince aussi méprisable que Henri III ? La principale raison qui a rendu les écrivains protestants si soigneux de recueillir les événements de ce règne fut le désir de mettre au jour l'avidité, l'ambition et les artifices de la cour de Rome. Ils ont voulu prouver que, tandis que le haut clergé de l'église catholique prétendait n'avoir en vue que le salut des âmes, il ne songeait réellement qu'à s'enrichir, et n'était arrêté dans la poursuite de ce grand objet par aucun sentiment de justice ou d'honneur. Mais c'est ce dont on conviendrait avec ces écrivains, quand même ils ne s'appuieraient pas sur une foule de circonstances si fastidieuses. La conclusion qu'ils en tirent résulte en effet nécessairement de la situation même dans laquelle l'église romaine était placée à l'égard du reste de l'Europe. Car, indépendamment de ce que toute puissance ecclésiastique, pouvant toujours cacher ses opérations sous le voile de la sainteté, et attaquant les hommes du côté où ils n'osent employer leur raison, est moins exposée à trouver de la résistance que le gouvernement civil ; indépendamment de cette cause générale, le pape et ses courtisans, étrangers à la plupart des églises qu'ils gouvernaient, ne pouvaient avoir d'autre objet que l'intérêt présent du pillage. Comme ils vivaient loin des pays qu'ils mettaient à contribution, ils étaient peu retenus par la honte et le remords en faisant usage de tous les expédients lucratifs que la cupidité leur suggérait. L'Angleterre, une des contrées les plus éloignées, aussi bien qu'une des plus disposées à la superstition, parmi celles qui étaient attachées à la hiérarchie romaine, éprouva violemment, tant que sa patience ne fut pas totalement épuisée, les influences de ces causes réunies. Nous aurons souvent occasion d'en parler en passant ; mais nous n'entreprendrons pas de rapporter scrupuleusement tous les faits qui nous sont transmis ; et jusque vers la fin de ce règne, temps où les événements deviennent plus mémorables, nous n'observerons pas toujours exactement un ordre chronologique dans cette narration.

A la mort de Jean, le comte de Pembroke, comme maréchal d'Angleterre, se trouvait, par sa charge, à la tête des armées, et conséquemment, pendant un temps de guerres civiles et de troubles, à la tête de l'État. Heureusement pour le jeune monarque et pour la nation, l'autorité ne pouvait être confiée à des mains plus habiles et plus

fidèles. Ce seigneur, qui était toujours demeuré inébranlablement attaché à Jean, dans le temps même des plus grands revers de fortune de ce monarque, résolut de soutenir l'autorité du prince mineur, et ne fut point intimidé par le nombre et la violence de ses ennemis. Sentant bien que, selon les préjugés du siècle, Henri ne serait pas regardé comme souverain tant qu'il ne serait pas couronné et sacré, il conduisit aussitôt ce jeune prince à Glocester, où les évêques de Winchester et de Bath firent cette cérémonie, en présence du légat Gualo et de quelques grands. Comme l'appui du saint-siège était nécessaire pour soutenir le trône chancelant, Henri fut obligé de jurer fidélité au pape, et de renouveler l'hommage auquel son père avait précédemment asservi l'Angleterre <sup>1</sup>. Ensuite, pour étendre l'autorité de Pembroke, et y attacher un titre qui la rendit plus régulière et plus légale, on assembla le conseil général des barons à Bristol, où ce seigneur fut nommé régent (*protector*) du royaume.

Afin de concilier tous les esprits au gouvernement de son pupille, Pembroke accorda, sous le nom du jeune souverain, une nouvelle charte de libertés, copiée en grande partie d'après les anciennes concessions qu'on avait extorquées de Jean, mais qui contenait cependant quelques modifications dignes de remarque <sup>2</sup>. L'entier privilège des élections, concédé par le feu roi au clergé, ne fut pas confirmé, non plus que la liberté de sortir du royaume sans la permission de la cour, d'où nous pouvons conjecturer que Pembroke et les barons, jaloux de la puissance ecclésiastique, désiraient de faire revivre la prétention du roi à expédier des congés d'élire aux moines et aux chapitres, et jugeaient nécessaire de mettre quelques entraves aux fréquents appels à la cour de Rome. Mais ce qu'il y a de plus surprenant, c'est que l'obligation à laquelle Jean s'était assujéti lui-même, d'obtenir le consentement du grand conseil avant de lever aucun impôt et aucun scutage sur la nation, fut omise. On alla jusqu'à déclarer que cet article était trop dur et trop sévère, et on le renvoya expressément à une future délibération. Cependant il faut observer que, quoique cette limitation puisse nous paraître l'une des plus importantes de toute la charte de Jean, elle ne fut pas vue ainsi par les anciens barons ; ils étaient plus en garde contre les actes de violence particuliers de la part

<sup>1</sup> M. Paris, page 200.

<sup>2</sup> Rymer, tome I, page 213.